



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

10/09/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 244 du 11 septembre 2025



*Meeting étudiant à Sorbonne Université le 9 septembre 2025.
Le 10 septembre ils étaient plus de cinq cents place de la Sorbonne !*

Le CDI, vers une mort annoncée ?

Les formes d'emploi se diversifient. Toutefois, il serait exagéré de dire que le Contrat à Durée Indéterminée (CDI) est sur le point de disparaître, mais les chiffres montrent une baisse relative de celui-ci. Malgré cette baisse, le CDI reste majoritaire en France : près de 75% des salariés du privé sont en CDI.

Certes, le marché du travail se transforme et de nouvelles formes de contrats à durée déterminée se développent. Car si les embauches en CDD, intérim, alternance sont déjà bien installés sur le marché de l'emploi, on assiste de plus en plus à la montée en puissance des nouvelles formes de travail : auto-entrepreneuriat, portage salarial, freelancing, ubérisation...et les plateformes (Uber, Deliveroo, Malt, etc.) comme le travail à distance ont contribué à brouiller la frontière entre salarié et indépendant.

Les politiques de relance de l'emploi des gouvernements successifs (Macron I et II notamment) ont cherché à rendre le CDI plus "flexible" (rupture conventionnelle, barème des indemnités prud'homales, etc.), ce qui a diminué sa "rigidité". Avec, notamment, le CDI de projet, le CDI intérimaire ou encore les contrats de mission. Les critères de recherches d'emploi des Français évoluent également : plus de mobilité, de quête de sens, d'indépendance.

Mais c'est surtout le statut d'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur depuis 2016) qui a profondément transformé le paysage du travail indépendant en France depuis sa création en 2009. Ainsi, en 2024-2025 on comptabilisé en France plus de 2,6 millions de micro-entrepreneurs, dont environ 1 sur 2 est réellement actif. L'auto-entrepreneuriat représente aujourd'hui près de 40 % des créations d'entreprises, notamment dans les secteurs de la livraison, le numérique, l'artisanat, le conseil et les services à la personne.

L'idée d'une "fin du CDI" en France revient régulièrement dans le débat public, surtout à mesure que les formes d'emploi se diversifient. Toutefois, il serait exagéré de dire que le Contrat à Durée Indéterminée (CDI) est sur le point de disparaître. Il reste majoritaire en France avec de près de 75% des salariés du privé qui sont recrutés en

CDI. On assiste donc à une transformation du CDI, pas une disparition, puisqu’il devient moins protecteur, mais reste un repère pour les salariés et un standard de stabilité, même si celui-ci devient moins protecteur.

Comparaison des différents contrats de travail en France :

Forme	Statut	Sécurité	Flexibilité	Exemples/Secteurs
CDI classique	Salarié	Haute	Faible	Tous secteurs
CDI de mission	Salarié	Moyenne	Moyenne	BTP, ingénierie
Portage salarial	Salarié	Moyenne	Moyenne à élevée	Conseil, IT, formation
Auto-entrepreneur	Indépendant	Faible	Très élevée	Livraison, services
Plateformes	Indépendant	Faible	Élevée	Uber, Deliveroo, freelances
Intermittent	Salarié	Moyenne	Moyenne	Culture, événementiel
CAE	Salarié coopérateur	Moyenne	Moyenne	Services, artisans

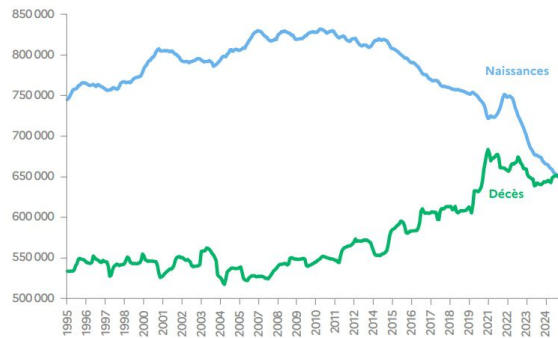
Un rapport pointe l'état de la dénatalité en France

Le Haut-commissariat à la stratégie et au plan, un organisme rattaché à Matignon, a publié récemment une note sur la dénatalité en France¹.

Ce rapport note que : " depuis 2011, les naissances vivantes en France baissent à un rythme qui s'est nettement accéléré à partir de 2015." En presque quinze ans, elles ont ainsi reculé de 22 % sur le territoire national après avoir augmenté de 9 % sur les quinze années précédentes. Loin de s'inverser, la tendance se poursuit en 2025 : à fin juin, les naissances vivantes ont baissé de 3 % par rapport à la même période l'année dernière. Parallèlement, les décès s'inscrivent en hausse de 3 % sur les six premiers mois de l'année sous l'effet du vieillissement de la population.

En glissement annuel, les courbes des décès et des naissances se croisent pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale (voir Graphique 1). Le solde naturel, devrait devenir négatif cette année.

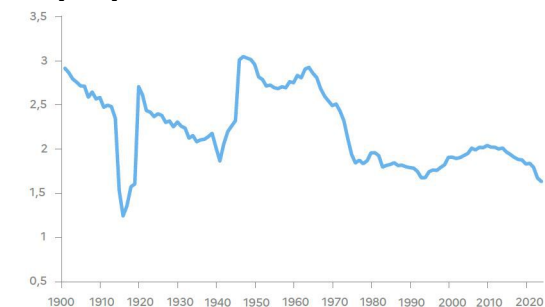
Graphique 1 – Courbes des naissances et décès en France, 1995-2025



Source : Insee

Les indicateurs de natalité sont orientés à la baisse loin du seuil de renouvellement des générations (2,1), l'indicateur conjoncturel de fécondité (soit le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés à chaque âge demeuraient inchangés) est passé de 2,03 en 2010 à 1,62 en 2024, son plus bas niveau depuis 1919 (voir Graphique 2).

Graphique 2 – Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité depuis 1900



Source : Insee

En parallèle, le nombre de femmes en âge de procréer (20-40 ans) a diminué de 3 % depuis 2010, contribuant aussi, mais dans une moindre mesure, à la baisse des naissances. Témoin d'une population vieillissante qui ne rajeunit plus, notre taux de natalité (qui rapporte le nombre de naissances vivantes à une population moyenne de 1.000 habitants) baisse continuellement depuis une vingtaine d'années : il est passé de 13,1 en 2006 à 9,7 en 2024. Ces données démographiques, montrant une dénatalité devenue structurelle ne sont pas propres à la France². Dans les États de l'Union Européenne et dans le monde, le constat est le même avec parfois une accentuation du phénomène. Ainsi, Le taux de natalité ne cesse de s'effondrer depuis plus d'un demi-siècle ans en Europe. Eurostat, l'agence de statistique de l'Union européenne, a d'annoncé qu'en 2023, le taux de fécondité dans l'UE s'élevait à 1,38 naissance (vivante) par femme, alors qu'il était encore de 1,46 en 2022. Si l'interprétation de ces données est complexe et divise les démographes, comme les économistes³, les conséquences durables sont en partie du domaine du prévisible avec le vieillissement de la population et la diminution de la force de travail disponible. Ce ne sont pas là des sujets anodins ! Nous reviendrons prochainement sur ces questions.

Luttes sociales en France

10 septembre : "bloquons tout"

Le mouvement "bloquons tout" du 10 septembre a pris naissance dans la colère générée par la politique super-austéraitaire du gouvernement Bayrou démissionnaire. Politique qui prolonge celle des présidences Macron, mais aussi celle de ses prédécesseurs. Cette politique détruit systématiquement les conquêtes sociales des salariés en ouvrant les vannes de l'État dans le financement public du capital. Le résultat, c'est un transfert massif de la richesse créée par le travail vers le capital.

Face aux exigences patronales, aux fermetures d'entreprises, il y a eu et il y a résistance et luttes. rappelons nous la forte mobilisation contre la réforme des retraites. ce sont ces luttes qui ont affaibli le pouvoir et conduit à la situation politique que nous connaissons. Pour les fondés de pouvoir du patronat, il s'agit dans ces conditions de rechercher les moyens de mettre en œuvre une politique austéraitaire renforcée pour les travailleurs, tout en menant une militarisation à marche forcée.

Compte-tenu de l'échec du duopole Gauche-droite, gouvernant pour les intérêts du capital, comme de celui du ni gauche ni droite inauguré par Macron, le RN est devenu pour la bourgeoisie monopoliste le fer au feu capable d'absorber le mécontentement, au moins provisoirement, tout en préservant les intérêts des monopoles capitalistes. C'est ce à quoi travaillent pour aujourd'hui ou demain les classes dirigeantes.

L'interrogation que l'on rencontre dans beaucoup de discussions avec les salariés, c'est : comment sortir de ce piège ? Soyons clairs, il n'y avait rien à attendre de Bayrou et les luttes l'on fait chuter pas plus qu'il n'y a à attendre de Lecornu qui devrait connaître le même sort. Ce sont donc les luttes et elles seules qui sont à l'ordre du jour : luttes pour repousser l'austéraité pour les travailleurs, affermir les conquêtes sociales et faire grandir dans la lutte de classe l'idée qu'il n'y a aucun replâtrage politicien possible mais la nécessité absolue de s'attaquer au système capitaliste lui-même jusqu'à l'abattre.

C'est pourquoi, nous devons aider au développement de l'action de classe à partir des premiers acquis et enseignements du 10 septembre. Notre Bulletin ecosoc est au service de ce combat.

Unité CGT : Bloquons tout !

18 premiers syndicats CGT de différents champs professionnels sont signataires de cette tribune publiée par Unité CGT. Si votre syndicat souhaite signer la tribune et s'associer à la démarche, merci de nous contacter par mail ou sur nos réseaux sociaux. <https://unitecgt.fr/>

En avant la grève, bloquons tout !

Donner de la force, cette tribune, publiée par unité CGT, se donne également pour objectif, d'être une contribution au nécessaire débat qui doit irriguer nos organisations pour être une CGT à la hauteur des enjeux sans outrepasser les cadres démocratiques notamment du Comité Confédéral National et de la Commission Exécutive Confédérale. Pour satisfaire l'appétit sans fin du MEDEF et son économie de guerre, le pouvoir n'a aucune autre limite que celle que les travailleurs sauront lui imposer.

Alors qu'émerge les contours d'une mobilisation citoyenne le 10 septembre, nous, syndicats CGT de différents champs professionnels affirmons la nécessaire convergence, dans l'indépendance, l'unité, par la grève reconductible, pour "ToutBloquer". Plus encore, notre responsabilité est d'y donner un contenu et une modalité d'action pour gagner ! Car « être réaliste et responsable » c'est reconnaître que seul un mouvement de grève en reconductible et généralisé, accompagné par les efforts de toutes et tous pour bloquer l'économie du pays, sera à même de gagner des revendications qui auront été décidées par les travailleurs eux-mêmes, notamment à partir des cahiers revendicatifs CGT (SMIC à 2000 euros, indexation des salaires sur l'inflation, interdictions des licenciements, expropriations sous contrôle ouvrier...)

Le 10 Septembre, dans l'indépendance, pour faire infléchir le patronat et son gouvernement, les travailleurs doivent décider eux-mêmes des revendications et construire un mouvement indépendant des enjeux politiques de ceux qui souhaiteraient construire une nouvelle majorité gouvernementale ou d'une intersyndicale qui souhaiterait négocier le poids des chaînes. Changeons de terrain : débordons les cadres institutionnels, patronaux, gouvernementaux, parlementaires est une urgence majeure ; c'est pourquoi la chute ou non de Bayrou ou la convocation de nouvelles élections ou non, ne doit pas enrayer la colère qui monte et qui doit s'exprimer par la grève et la mobilisation sociale. unitecgt.fr C'est bien dans les entreprises et les services, dans les villes et les campagnes que doivent être débattus les cahiers revendicatifs, que doit être décidé de comment et pourquoi.

Lutter ! Le 10 Septembre, dans l'unité et par la grève

A la CGT et ses syndicats d'entreprises, ses Unions Locales d'être les premiers acteurs et décideurs ! Pas parce que nous pensons être les meilleurs mais parce que l'histoire démontre que nous sommes les seuls à pouvoir construire les conditions de l'unité dans l'action de tous les travailleurs, à l'instar par exemple des blocages des incinérateurs dans la région parisienne organisés par les grévistes avec la CGT et rejoints par de nombreux travailleurs non-organisés, précaires, privés d'emploi. D'ores et déjà de nombreux secteurs et syndicats CGT appellent à la grève. La multiplication de ces grèves peut et doit nous conduire à discuter de leur généralisation. Sans ce débat, nous sommes isolés les uns des autres, nous retrouvons seuls face à la violence patronale et tombons donc dans les travers d'une lutte non-organisée !

Du syndicat à la confédération prenons tous nos responsabilités et construisons du national au local un plan de bataille articulé autour de la grève et des blocages qui ne laisse personne sur le bord de la route ! « A partir » du 10 Septembre et dans la durée L'arrêt de travail, le blocage de l'économie par la grève et les actions offensives, notamment de réappropriation des outils de travail, peut permettre, si la grève se prolonge dans le temps, de paralyser l'économie, le patronat et son Etat et les contraindre à répondre aux aspirations légitimes des travailleurs et des travailleuses, notamment sur les salaires et la réponse aux besoins.

D'ores et déjà, depuis le 2 septembre, des milliers de travailleurs de l'énergie ont engagé la grève pour les salaires. Le 10 septembre peut et doit être un puissant mouvement de grèves qui vient coaguler et permettre, notamment par la grève reconductible dans un maximum de secteurs, de transformer la date de mobilisation de l'intersyndicale en nouvelle étape d'un puissant processus de généralisation des grèves offensives qui, une fois lancées, deviendra une force inflexible et inarrêtable et contre laquelle le patronat, l'Etat et son arsenal répressif ne pourront rien. Frappons fort, frappons tous ! L'espoir est dans la lutte : en avant la grève, bloquons tout !

Le 10 septembre : Des luttes multiformes mobilisatrices, on lâche rien !

Ces informations nous ont été communiquées par nos correspondants que nous remercions vivement pour leur travail.

Provence : des dizaines de rassemblements, 80.000 manifestants à Marseille

Des dizaines de rassemblements se sont tenus en Provence, ce mercredi, sur fond de refus des politiques menées depuis des dizaines d'années.

La manifestation à **Marseille** a été imposante, selon la CGT 80.000 personnes y ont pris part. Les jeunes qui ont prolongé cette manifestation ont été gazés par la police. Dans le cortège, les travailleurs de l'énergie en grève depuis le 2 septembre à l'appel de la FNME-CGT ont été particulièrement remarqués.

À **Avignon**, plus de 400 personnes ont participé à un rassemblement et à un débat sur l'action, puis une manifestation de plus de 1.000 participants a redescendu la rue de la République en direction de la gare Centre.

Occitanie : Toulouse 30.000 manifestants déterminés, Montpellier 6.000 personnes manifestent

Les actions en Occitanie ont été nombreuses et diversifiées. Les manifestations ont rassemblé des foules qui ont étonné les observateurs par leur nombre et leur détermination.



Haut de France : 40.000 manifestants à Lille, 2.000 à Arras, 1.000 à Valenciennes, de nombreux blocages



Les salariés d'Outinord manifestent le 10 septembre contre la fermeture de l'entreprise

1.500 personnes au centre-ville d'Amiens



À Amiens, une manifestation partie à 14h de la Maison de la Culture réunit 1.500 personnes. Dans les rangs du cortège se trouvaient beaucoup de drapeaux syndicaux, ainsi que des affiches pour demander le départ d'Emmanuel Macron ou encore l'instauration d'une taxe pour les plus riches.

Initiatives dans l'Aisne

Rassemblement départemental devant la gare de **Laon** à 10 h 00, à l'appel des Unions départementales CGT, FO, Solidaires et FSU. Les Unions locales CGT et FO avaient chacune monté un stand, aux couleurs de leur organisation. 500 personnes ont participé au rassemblement, qui s'est déplacé après les prises de parole afin de bloquer le rond-point avoisinant. Ensuite les participants ont formé le cortège pour la manifestation et défilé jusqu'à la préfecture. Dans une ambiance de lutte et de détermination, les différentes interventions des syndicats ont été chaleureusement applaudies.

500 personnes aussi à **Soissons** pour un rassemblement à partir de 10 h 00 devant le siège de la CPAM, à l'appel de l'UL CGGT, rejointe par FO et Solidaires.

100 personnes pour un rassemblement à partir de 8 h 00 bloquant une partie de la zone industrielle à **Château-Thierry** à l'appel de l'UL CGT.

Rassemblement à 15 h 00 à **Saint-Quentin**, à l'appel des Unions locales CGT, FO et Solidaires. Un groupe de jeunes a mis une ambiance de lutte et fait sortir du rituel. Le rond-point avoisinant a été bloqué. 500 personnes présentes également

Pays de Loire

- **À Nantes**, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, en fin de matinée, place du Commerce et près d'un millier de manifestants rassemblés ce mercredi matin en Loire-Atlantique, d'après Force Ouvrière.
 - La préfecture de Loire-Atlantique annonce, de son côté, avoir totalisé 1.200 manifestants ce mercredi matin à Nantes et 5.000 au plus fort de la manifestation dans le centre-ville. D'autres rassemblements ont lieu en Loire-Atlantique à **Blain, Châteaubriant, Ancenis, Clisson et Vallet** notamment. Barrages filtrants, défilé, blocages, tractages, prises de paroles. Voici à quoi a ressemblé la première journée de mobilisation du mouvement « Bloquons tout » à Ancenis, qui a réuni jusqu'à 250 manifestants.
 - **À La Roche-sur-Yon**, une manifestation est prévue ce mercredi après-midi
- Des milliers de manifestants dans le centre de Nantes, 32 interpellations en Loire-Atlantique**

En fin de matinée, **des milliers de personnes ont convergé vers l'hyper centre-ville** de la Cité des ducs. Place du Commerce, où le dispositif policier s'est fait discret, les manifestants ont été rejoints par des Nantais qui jusque-là prenaient part à d'autres actions. Certains étaient vêtus de gilets aux couleurs de la CGT, d'autres agitaient un drapeau de la Palestine. À la mi-journée, les manifestants ont pris la direction de la place Graslin, *"une foule immense", quasi 8000 personnes*, selon notre reporter sur place.

Place Rosa Parks, près du boulevard de la Prairie de Mauves à Nantes

L'assemblée générale du mouvement « Bloquons tout » a réuni un millier de personnes, ce mercredi soir, à Nantes. Les manifestants, ont décidé de nouveaux blocages demain jeudi, dès 6 h. À l'ouest, pont de Cheviré. Et à l'est, du côté de Malakoff.

La situation ailleurs en Loire-Atlantique

À **Blain**, le rassemblement *"festif et revendicatif"* au niveau du rond-point de l'écluse doit durer toute la journée. Dès 7 heures, des messages sur le réseau social *"Telegram"* faisaient état du blocage de ce rond-point. Un barrage filtrant a également été installé sur un rond-point de Nort-sur-Erdre. À **Clisson**, le rendez-vous était fixé, dès 6h au niveau du supermarché Leclerc. **Même heure à Vallet**, au niveau de l'aire de covoiturage en bordure de la 2x2 voies entre Nantes et Cholet et à **Ancenis**, au rond-point de Terrena.

Saint-Nazaire Plus d'un millier de personnes

Le rond-point de la zone commerciale de Trignac qui a servi de lieu de rassemblement à partir de 7 heures. Des Nazairiens et des Trignacais y étaient attendus, mais aussi des salariés de la raffinerie de Donges, de General Electric à Montoir-de-Bretagne, ou encore des habitants de la presqu'île Guérandaise. Plus de 200 manifestants s'y sont rassemblés et le trafic est saturé dans ce secteur.

À La Roche-sur-Yon, peu de manifestants, mais de nombreux coups de klaxon de soutien

À La Roche-sur-Yon, deux rassemblements ont eu lieu, dès 6 heures du matin, au niveau du boulevard Sully, à l'entrée nord de la ville. À 7h30, une opération de tractage et un filtrage était en cours au rond-point des Ajoncs à La Roche-sur-Yon. À la mi-journée, **une quinzaine d'agriculteurs de la Confédération paysanne** sont, eux, allés au supermarché Leclerc pour sensibiliser les clients sur "les lobbys de l'agroalimentaire". Le syndicat agricole avait appelé ses adhérents à participer à cette journée de mobilisation.

L'assemblée générale du mouvement « Bloquons tout » a réuni un millier de personnes, ce mercredi soir, à Nantes. Les manifestants, ont décidé de nouveaux blocages demain jeudi, dès 6 h. À l'ouest, pont de Cheviré. Et à l'est, du côté de Malakoff.

Mayenne Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à partir de 14 h au niveau de la gare de Laval (Mayenne) dans le cadre du mouvement national du 10 septembre 2025. Fait rare, les voies ferrées ont été bloquées, plus d'une demi-heure.

Bretagne :

Finistère: Brest 1500, Quimperlé, Morlaix 1400, Quimper 400 et six autres petites villes plus de 500

Morbihan : 600 à Pontivy, Lorient 1.000, Ploërmel 400

Cotes d'Armor : Guingamp 300, Lannion 500, St Brieuc plusieurs centaines.

Rennes : 10.400

Île-de-France des dizaines de milliers de manifestants

En Île-de-France, dès l'aube de nombreuses tentatives de blocages ont été menées, la plus massive a eu lieu Porte de Montreuil. Les manifestants ont été chassés *manu-militari* par les forces de répression. Même situation dans la tentative de bloquer le périphérique parisien.

Le rassemblement place de la Sorbonne de plusieurs centaines d'étudiants a rappelé que les coupes budgétaires de la super-austérité touchaient déjà la recherche et l'enseignement supérieur. La veille une assemblée générale des étudiants de Sorbonne Université qui avait rassemblé plus de 300 étudiants avait pris des décisions d'action pour la journée du 10 septembre.

Le rassemblement du Châtelet organisé par la CGT, FSU et SUD a fini par bloquer le boulevard Sébastopol.

10.000 personnes ont pris part à ce rassemblement où l'on a noté la présence de fortes délégations des personnels de la culture, de la santé publique, de la RATP, de la chimie...Ce rassemblement avait été précédé et suivi par bien d'autres : à l'hôpital Tenon, à la gare du Nord, au Forum des Halles. à la République réunissant des milliers de personnes. Des lycées ont été bloqués. En soirée, la Place des Fêtes était noire de monde de manifestants bien décidés à continuer le combat.

D'après les syndicats CGT, FSU et Sud Culture, près de 30 musées, monuments et services publics sont perturbés tout ou partie de la journée. Parmi eux figurent le Château de Versailles, l'Arc de Triomphe, le musée du Louvre, le musée de l'Orangerie, le musée Picasso.

Auvergne Rhône-Alpes : 30.000 manifestants à Grenoble

À **Grenoble**, les jeunes sont présents en grand nombre dans le cortège. 2 500 personnes à **Chambéry** et 230 à **Albertville**. 2.000 manifestants à **Clermont-Ferrand**

Normandie : Énorme manifestation à Caen

Calvados : Plusieurs centaines de personnes ont participé aux blocages sur le périphérique de Caen, notamment celui de la rocade menant à l'usine Stelantis où les salariés étaient en grève. En grève reconductible également chez Valeo contre la fermeture du site. Plus d'une centaine de salariés de chez Renault Trucks étaient également en grève. La veille les camarades de cette entreprise avaient été empêchés de distribuer le tract du Parti Révolutionnaire Communistes par le service de sécurité, 400 tracts ont été distribués malgré cette intimidation. Une direction « *a cran* ». Le gouvernement, le patronat, le capital craignent cette mobilisation, elle va compter pour la suite des événements au plan politique. Lycées bloqués avec ce slogan « *La jeunesse ne paiera vos dettes* ». Un train sur deux en moyenne sur les lignes normandes et transports dans l'agglomération en mode "petites vacances" en raison des mouvements de grève. A 18h00 un énorme cortège de plus de 7.000 personnes s'est élancé au centre ville de Caen. Pas de banderole mais beaucoup de pancartes étaient agitées : dénonçant "*la baisse du pouvoir d'achat*", "*De l'argent pour les retraites, pas pour l'armement*", "*Macron démission*", "*Le capitalisme tue*"... Une Colère et une détermination pour ne plus continuer de subir la politique de Macron et de ses gouvernements successifs se sont exprimées. A **Lisieux** 600 personnes ont manifesté. A **Vire**, les agriculteurs avaient bloqué l'entrée de la ville et 220 personnes ont manifesté et bloqué la permanence de la ministre Borne, députée de cette circonscription. "Bloquons tout" à **Bayeux**: 300 personnes ont rejoint le mouvement à l'appel de la CGT. Toutes ces mobilisations montrent qu'on est loin du matraquage du pouvoir et de ses médias martelant : "échec, échec"...

Bourgogne Franche-Comté : 4.000 manifestants à Dijon

Le mouvement "bloquons tout" a débuté ce mercredi 10 septembre. Diverses actions ont été mises en place aux quatre coins de la Bourgogne. À Dijon, une manifestation de 4.000 personnes s'est tenue dans le centre-ville, avant d'être dispersée par les forces de l'ordre.

Dans la Nièvre, plusieurs points de blocages se sont tenus.

Nouvelle Aquitaine

À **Poitiers** (Vienne), entre 2.000 et 3.000 personnes étaient rassemblées dans les rues de la ville pour scander "Macron démission". À **Limoges**, au plus fort du rassemblement, 2 à 3000 manifestants parmi lesquels de nombreux étudiants ; blocage de la faculté des lettres et sciences humaines, barrage filtrant au rond-point de Grossereix avec une trentaine de manifestants.

Mouvement de grève reconductible chez Valéo Mondeville (Calvados) : "On n'est pas des mendiants"

Une grève reconductible a commencé le lundi 8 septembre 2025 en fin de matinée sur le site de Valéo Mondeville (Calvados), qui emploie 194 personnes. Le site va être vendu et le désaccord porte sur le montant de la prime de rachat qui sera versée aux salariés. Des inquiétudes plus générales sur l'avenir du site s'expriment également. Malgré les garanties de la direction, les salariés sont également inquiets, plus globalement, pour leur avenir : "*La direction assure que les emplois sont maintenus mais derrière les ventes, il y a souvent des dénonciations d'accord collectifs et des restrictions d'effectif*," redoute le délégué CGT.

Énergie : "Notre grille salariale n'a pas évolué depuis les années 80"

Au cœur des revendications, la question des salaires. Le syndicat demande une revalorisation de 9 % et la création de deux échelons d'ancienneté supplémentaire pour compenser l'allongement de la durée du travail lié à la réforme des retraites. "*Notre grille salariale de branche n'a pas évolué depuis les années 80, elle n'a pas été mise à jour en suivant l'inflation*", explique Frédéric Ben. "*Aujourd'hui, un salarié qui démarre, s'il fait toute sa carrière dans le secteur, n'aura que 14 % d'évolution salariale entre l'embauche et le départ à la retraite.*"

Grève à Saint-Gobain : près de 400 salariés mobilisés à Pont-à-Mousson

Les salariés de Saint-Gobain étaient en grève, le mardi 2 septembre. Près de 400 employés étaient mobilisés devant le site de Pont-à-Mousson, à l'appel de l'intersyndicale, contre le "pacte social" proposé par la direction. Il s'agit d'un plan d'économies de 7 millions d'euros.

Les salariés protestent contre le "pacte social" proposé par la direction, accusée de faire payer la transition énergétique de l'entreprise "sur le dos des salariés". Ce plan d'économies de **sept millions d'euros** prévoit effectivement **des coupes dans les RTT**, les **rémunérations**, les primes, le budget des activités sociales...

"Non à la casse sociale chez Saint-Gobain". C'est écrit en gros sur le site de Pont-à-Mousson, fermé ce mardi 2 septembre en raison d'une grève des salariés. Ils étaient environ 400 mobilisés devant les grilles. La CGT

revendique 70% de grévistes, toutes catégories confondues. C'est, selon les syndicats, le **plus gros mouvement social** de ces vingt dernières années.

Monde

Grève dans le métro londonien

Le métro londonien a été paralysé par une grève du lundi 8 au jeudi 11 septembre. Cette grève lancée à l'appel du syndicat des transports vise à réclamer de meilleurs salaires et une réduction du temps de travail.

Canada : Parti Communiste du Québec : De l'argent pour nos écoles, pas pour leurs monopoles

À la veille de la rentrée 2025, les chiffres officiels rappellent que le réseau de l'éducation accuse un manque de près de 4.000 enseignants. Outrageusement optimiste, cette donnée permet au gouvernement d'annoncer que 96% des postes sont comblés, ce qui, bien qu'insuffisant, représente, en théorie, une amélioration par rapport à la rentrée précédente. Or, cette donnée occulte plusieurs éléments, à commencer par l'annulation de postes, ce qui permet une manipulation malhonnête des chiffres. Le manque de professeurs pèse sur le quotidien des parents et des élèves : à Montréal seulement, on estime le taux de vacance à 7%.

On sait également que le système d'éducation ne se résume pas aux seuls maîtres et enseignants. Il repose également sur différents intervenants, des secrétaires aux gestionnaires en passant par toute une gamme d'agents d'entretien et administratifs. Avec 2.000 classes modulaires (au bas mot) et 58% des établissements en mauvais état, dont 18% en très mauvais état, il ne fait aucun doute que notre système d'éducation manque cruellement de ressources et d'attention.

Les 570 millions de dollars en coupe imposées par le gouvernement Legault, affublées des assauts contre l'enseignement supérieur (150 millions de dollars en manque à gagner pour les CEGEP), tranchent avec les 815 millions annuels injectés dans les écoles privées. Attisant ainsi un système à trois vitesses, le gouvernement prive de ressources humaines et matérielles l'éducation publique nationale.

Outre les plans d'austérité du gouvernement Legault, cette rentrée est marquée également par le torpillage du mouvement syndical que préconise la CAQ depuis sa création. Il parle même d'une remise en question de la formule Rand, celle qui permettrait, dans le contexte actuel, de stabiliser un certain rapport de forces dans l'affrontement capital – travail au profit des forces de progrès. Au fédéral, on parle de 15% en coupes, lesquelles serviront à financer les 150 milliards de dollars de dépenses militaires pour satisfaire l'appétit de l'OTAN et de ses alliés. Au lieu de financer la guerre des autres, nous devrions investir dans l'éducation des nôtres.

L'argent ne manque pas. Il s'agit d'un choix politique où nous devons décider si l'argent public doit servir l'accumulation des profits capitalistes ou s'il doit être investi dans les services publics ou le salaire socialisé.

Le Parti communiste du Québec appuie la seconde option. Il appelle à :

- Réinvestir massivement dans l'éducation;
- Mettre fin au système d'éducation à trois vitesses en abolissant les écoles privées subventionnées et réinvestir les fonds ainsi dégagés dans le système public;
- Former et engager un nombre adéquat de maîtres, enseignants, professeurs et autres intervenants essentiels dans le système d'éducation, ce qui implique l'éducation gratuite;
- Embaucher différents agents éducatifs essentiels pour
- Rénover et construire de nouvelles classes et écoles de sorte que les élèves puissent apprendre dans des conditions favorables;
- Lutter contre les plans d'austérité fédéral et provincial à venir, les deux étant liés; S'attaquer à l'économie de guerre qui commande un transfert massif d'argent et de ressources pour la destruction alors que ces sommes pourraient être investies pour la construction, l'éducation et la prospérité.

Roumanie : grève à la rentrée scolaire

La rentrée scolaire ne s'est pas déroulée comme prévu en Roumanie. Lundi 8 septembre, les portes de plusieurs établissements sont restées closes, tandis que des écoles n'ont pas organisé les cérémonies habituelles pour célébrer la nouvelle année scolaire. Les syndicats d'enseignants ont appelé à un « boycott » et organisé une marche à Bucarest, depuis le siège du gouvernement jusqu'au palais Cotroceni, résidence présidentielle. Plusieurs milliers de personnes – 20.000 selon les organisateurs – sont venues de tout le pays pour protester contre les récentes mesures gouvernementales.

Des milliers de personnes ont manifesté à Athènes, intensifiant leur lutte avec une grève imminente.

Le 8 septembre, des milliers de travailleurs, de syndicats et d'organisations de masse ont répondu à l'appel du Front militant de tous les travailleurs (PAME) et manifesté à Athènes. Ils ont exigé du gouvernement le retrait du projet de loi sur la journée de travail de 13 heures et la flexibilité généralisée, et ont annoncé leur décision de réagir aux

projets anti-ouvriers du gouvernement par une grève générale fin septembre. Des travailleurs de divers secteurs et lieux de travail se sont rassemblés place Syntagma, derrière leurs banderoles syndicales, avec des revendications communes : des emplois assortis de droits, une réduction du temps de travail à sept heures par jour, cinq jours par semaine (35 heures par semaine), des conventions collectives et des augmentations de salaire. Dimitris Koutsoumbas, secrétaire général du CC du KKE, a participé au rassemblement à Athènes et a fait la déclaration suivante : « Les travailleurs sont des personnes, pas des machines. Au XXI^e siècle, à l'ère de l'intelligence artificielle et des grands progrès scientifiques, réduire le temps de travail est un objectif réaliste. Pourtant, le gouvernement introduit une mesure monstrueuse : la journée de travail de 13 heures. Cette mesure doit être supprimée immédiatement ! Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une semaine de travail de sept heures sur cinq jours ; de salaires décents ; de conventions collectives ; et de mesures de santé et de sécurité. Telles sont les revendications des travailleurs et des syndicats, comme en témoignent leurs mobilisations à travers la Grèce. Nous soutenons également ces revendications, car elles s'inscrivent dans la proposition politique du KKE pour le pouvoir. »

Condamnation de la visite de Smotrich, ministre israélien des Finances en Inde par le bureau Politique du PC Indien (Marxiste)

Le Bureau politique du PCI(M) condamne la visite du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, en Inde. Il a dirigé une délégation israélienne pour signer un accord bilatéral d'investissement avec le gouvernement indien. Smotrich appartient à un parti raciste d'extrême droite et est le principal défenseur, au sein du gouvernement Netanyahu, de l'occupation de la bande de Gaza par le déplacement forcé du peuple palestinien. Il est également l'un des principaux promoteurs des propositions d'annexion de la Cisjordanie occupée à Israël. En raison de sa politique expansionniste impliquant le nettoyage ethnique des Palestiniens, plusieurs pays lui ont interdit l'entrée sur leur territoire et certains ont également imposé d'autres sanctions. Parmi ces pays figurent le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovaquie et la Nouvelle-Zélande. Il est honteux que le gouvernement Modi ait accueilli une telle personne et signé des accords avec le gouvernement israélien alors que la population de Gaza est massacrée chaque jour. Cet épisode met en lumière les liens profonds et profonds que le gouvernement Modi a tissés avec celui de Netanyahu, ainsi que sa complicité dans le génocide effroyable qui se poursuit à Gaza. Le Bureau politique exige que le gouvernement indien mette fin à toute collaboration militaire, sécuritaire et économique avec Israël, jusqu'à ce qu'Israël accepte un cessez-le-feu immédiat et œuvre à un règlement juste et pacifique de la question palestinienne.

[1 https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/des-ecoles-au-marche-du-travail-la-maree-descendante-de-la-denatalite](https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/des-ecoles-au-marche-du-travail-la-maree-descendante-de-la-denatalite)

[2 https://shs.cairn.info/revue-analyses-de-population-et-avenir-2023-4-page-1?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-analyses-de-population-et-avenir-2023-4-page-1?lang=fr)

[3 Wolfgang Lutz, « The future of human reproduction: will birth rates recover or continue to fall ? », Ageing Horizons, vol. 7, 2007, p. 16.](#)

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service